



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.399/4
du 12 février 2025

advies 77.399/4
van 12 februari 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant modification de
l'arrêté royal du 25 mars 2016
relatif à la mise à disposition
sur le marché d'équipements
hertziens et de l'arrêté royal du
13 septembre 2023 portant
modification de l'arrêté royal
du 25 mars 2016 relatif à la
mise à disposition sur le
marché d'équipements
hertziens'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende wijziging
van het koninklijk besluit van
25 maart 2016 betreffende het
op de markt aanbieden van
radioapparatuur en van het
koninklijk besluit van
13 september 2023 houdende
wijziging van het koninklijk
besluit van 25 maart 2016
betreffende het op de markt
aanbieden van
radioapparatuur'

Le 14 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens et de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 février 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 février 2025.

*

Op 14 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur en van het koninklijk besluit van 13 september 2023 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Comme en a convenu la déléguée, certaines dispositions du projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 32, §§ 3, alinéa 2, et 4, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', lequel impose de recueillir l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité.

2. Selon l'article 9, alinéa 2, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision',

« [l]e Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications ».

Dès lors que le projet concerne la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens, il constitue un « projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications » au sens de l'accord de coopération du 17 novembre 2006.

Le dossier communiqué à la section de législation ne lui a pas permis de vérifier si cette consultation mutuelle avait eu lieu.

Il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

L'accomplissement de ces formalités sera par ailleurs visé au préambule.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Pour chaque article modifié, il y a lieu de mentionner l'historique de ses modifications antérieures conformément aux règles énoncées par le Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ¹.

Partant, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes :

– l'article 4, § 8, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2016 'relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens' a été inséré par l'arrêté royal du 13 mars 2024 'modifiant l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens' ² (article 1^{er} du projet) ;

– les articles 6, § 4, alinéa 2, et 7, § 2, alinéa 2 (lire 3), de l'arrêté royal du 25 mars 2016 ont été insérés par l'arrêté royal du 13 mars 2024 ³ (article 2 du projet) ;

– l'article 28, alinéa 1^{er}, h), de l'arrêté royal du 25 mars 2016 a été remplacé par l'arrêté royal du 13 mars 2024 ⁴ (article 4 du projet) ;

– l'article 4, § 8, alinéa 2 ⁵, de l'arrêté royal du 25 mars 2016 a été modifié par l'arrêté royal du 13 mars 2024 ⁶ (article 5 du projet).

2. Eu égard à la rédaction du projet d'arrêté ⁷, l'auteur du projet s'assurera que son entrée en vigueur à une date concomitante à celle de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 'portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens', à savoir le 28 juin 2025, garantit une articulation claire et harmonieuse des modifications apportées respectivement par le projet et par l'arrêté royal du 13 septembre 2023.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 113 et s.

² Article 4, 2°, de l'arrêté royal du 13 mars 2024. Sauf en ce qu'il concerne les ordinateurs portables, cet arrêté royal du 13 mars 2024 est entré en vigueur le 28 décembre 2024 (voir l'article 12 de cet arrêté).

³ Respectivement par les articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 13 mars 2024.

⁴ Article 10, 2°, de l'arrêté royal du 13 mars 2024.

⁵ Qui deviendra l'alinéa 3 lors de l'entrée en vigueur de l'article 5, 9°, b), de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 'portant modification de l'arrêté royal du 25 mars 2016 relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

⁶ Article 4, 1°, de l'arrêté royal du 13 mars 2024.

⁷ Par exemple, l'article 1^{er} du projet apporte des modifications à l'article 4, § 8, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2016 (inséré par l'article 4, 2°, de l'arrêté royal du 13 mars 2024) alors que l'article 5, 9°, b), de l'arrêté royal du 13 septembre 2023 insèrera, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 de l'article 4, § 8, un nouvel alinéa, faisant de l'actuel alinéa 3, l'alinéa 4. Par ailleurs, l'arrêté en projet entend apporter des modifications à l'arrêté royal du 13 septembre 2023.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, l'article 32, §§ 3, alinéa 2, et 4, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, remplacé par la loi du 18 décembre 2015, sera également visé.

DISPOSITIF

Article 6

L'article 6 de l'arrêté royal du 13 mars 2024 n'insère pas un alinéa 2 dans l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 25 mars 2016 mais complète ce dernier par un alinéa. Comme en a convenu la déléguée, la modification envisagée par l'article 6 du projet n'a pas de raison d'être. La disposition sera omise.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De gemachtigde beaamt dat sommige bepalingen van het ontwerp rechtsgrond vinden in artikel 32, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’, welk artikel ertoe verplicht het advies in te winnen van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Er moet op toegezien worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

2. Artikel 9, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 ‘tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie’ luidt als volgt:

“Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaars initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.”

Aangezien het ontwerp het op de markt aanbieden van radioapparatuur betreft, vormt het een “ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie” in de zin van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006.

De afdeling Wetgeving heeft aan de hand van het dossier dat haar voorgelegd is niet kunnen vaststellen of die wederzijdse consultatie plaatsgevonden heeft.

Er moet op toegezien worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

De vervulling van die vormvereisten moet bovendien in de aanhef vermeld worden.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Voor elk gewijzigd artikel dienen de opeenvolgende vroegere wijzigingen daarvan opgegeven te worden, overeenkomstig de regels opgenomen in de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten.¹

Bijgevolg dienen de volgende preciseringen aangebracht te worden:

– artikel 4, § 8, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 ‘betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’ is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2024 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’² (artikel 1 van het ontwerp);

– de artikelen 6, § 4, tweede lid, en 7, § 2, tweede lid (lees derde lid), van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 zijn ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2024³ (artikel 2 van het ontwerp);

– artikel 28, eerste lid, h), van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 is vervangen bij het koninklijk besluit van 13 maart 2024⁴ (artikel 4 van het ontwerp);

– artikel 4, § 8, tweede lid,⁵ van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2024⁶ (artikel 5 van het ontwerp).

2. Gelet op de wijze waarop het ontwerpbesluit gesteld is,⁷ moet de steller zich ervan vergewissen of het feit dat de inwerkingtreding van dat besluit samenvalt met die van het koninklijk besluit van 13 september 2023 ‘houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’, te weten 28 juni 2025, een duidelijke en coherente samenhang waarborgt tussen de wijzigingen die respectievelijk aangebracht worden bij het ontwerp en bij het koninklijk besluit van 13 september 2023.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek-Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113 en volgende.

² Artikel 4, 2°, van het koninklijk besluit van 13 maart 2024. Behalve wat laptops betreft, is dat koninklijk besluit van 13 maart 2024 in werking getreden op 28 december 2024 (zie artikel 12 van dat besluit).

³ Respectievelijk bij de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 13 maart 2024.

⁴ Artikel 10, 2°, van het koninklijk besluit van 13 maart 2024.

⁵ Dat het derde lid zal worden bij de inwerkingtreding van artikel 5, 9°, b), van het koninklijk besluit van 13 september 2023 ‘houdende wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur’.

⁶ Artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 13 maart 2024.

⁷ Zo worden bij artikel 1 van het ontwerp wijzigingen aangebracht in artikel 4, § 8, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 (ingevoegd bij artikel 4, 2°, van het koninklijk besluit van 13 maart 2024) terwijl bij artikel 5, 9°, b), van het koninklijk besluit van 13 september 2023 een nieuw lid ingevoegd zal worden tussen het eerste lid en het tweede lid van artikel 4, § 8, waardoor het huidige derde lid het vierde lid zal worden. Bovendien worden bij het ontwerpbesluit wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 13 september 2023.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid moet eveneens verwezen worden naar artikel 32, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, van de wet van 13 juni 2005, dat vervangen is bij de wet van 18 december 2015.

DISPOSITIEF

Artikel 6

Bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 13 maart 2024 wordt geen tweede lid ingevoegd in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 25 maart 2016 maar wordt dat artikel aangevuld met een lid. De gemachtigde is het ermee eens dat de bij artikel 6 van het ontwerp beoogde wijziging geen bestaansgrond heeft. De bepaling moet weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO